

**Communiqué de presse du 14 mars 2012  
p1/3**

## **Haïti : Stratégie de reconstruction scandaleuse**

### **Des cabanes à la place de constructions définitives pour les Haïtiens.**

*FAU La fondation Architectes de l'Urgence, reconnue d'utilité publique, œuvre depuis 2001 à travers le monde pour venir en aide aux populations victimes de catastrophes et de conflits.*

**IASC (Inter Agency Standing Committee) vient de produire un rapport pour le moins surprenant ; le « Shelter & CCCM Needs Analysis and Response Strategy pour Haïti 2012 \*» prévoit de continuer à produire plus de 20 000 abris transitoires (Transitional Shelters). Le coût de ce type d'abris, qui sont plus proche de cabanes que de maisons, est d'environ 100 millions \$, soit juste 20% moins cher au mètre carré que pour des constructions permanentes.**

Durant l'année 2010, les responsables des Nations Unis en Haïti, avaient expliqué qu'il était important d'avoir un gouvernement légitime élu avant d'entamer le processus de reconstruction.

En Juin 2011, le Président de la République légitimement élu, Monsieur MARTELLI s'était clairement opposé à cette stratégie de continuer la mise en place d'abris temporaires, en insistant sur la reconstruction pérenne comme une cause nationale Haïtienne. Depuis, les représentants des Nations Unis en Haïti nous expliquent qu'il est impossible de construire pérenne. Seul UN Habitat, l'agence des Nations Unies ayant la compétence sur le logement, s'oppose à cette stratégie de l'abri.

En Décembre dernier, l'autosatisfaction de bon nombre d'organisations qui œuvrent dans la production d'abris a volontairement occulté ce volet de reconstruction permanente. Pour vider les camps de ses près de 500 000 occupants, tous les moyens sont visiblement bons. Je m'oppose fortement aux abris plus de deux ans après le séisme, c'est une erreur magistrale qui va générer du bidonville au lieu de favoriser la reconstruction de la ville.

Les stratégies d'abris du type cabanes améliorées sont proprement et scandaleusement inadaptées au contexte pour les raisons suivantes :

- On peut tout à fait construire des maisons permanentes dans les mois qui suivent une catastrophe, du reste depuis le séisme on estime que les Haïtiens ont reconstruit près de 50,000 logements sans l'aide de personne (soit 10 fois plus que les maisons construites par la communauté internationale).
- Il reste des dizaines de milliers de maisons à réparer et à renforcer, ce qui coute moins cher que les abris afin de permettre leur réintégration rapide et contribuer au désengorgement des camps.
- En cas de cyclone, les conséquences seront identiques aux dernières tornades de début Mars aux états unis.
- Les abris sont des constructions préfabriquées à l'extérieur d'Haïti ce qui ne génèrent pas d'économie locale puisque la main d'œuvre se trouve dans les pays de production. C'est clairement de l'autofinancement d'entreprises via des fonds blanchis sur le dos des Haïtiens. 80% des fonds pour des abris sont dépensés dans les pays autre qu'Haïti.
- Les abris posés ne sont pas transportables, il faudra les démolir lors d'une hypothétique phase de reconstruction.
- L'exemple de l'urbanisation du camp Corail est le contre exemple d'une urbanisation non maîtrisée loin des infrastructures économiques et de transports. C'est une urbanisation du type camp de réfugiés traitée comme un camp militaire, alors que c'est la ville que l'on doit construire.
- L'incompétence technique n'est pas une bonne raison pour rater la reconstruction.
- Les fonds dépensés en abris ne seront plus disponibles pour la reconstruction permanente.

En Mars 2012, soit plus de deux ans après le tremblement de terre, les Haïtiens n'ont toujours pas la main sur la reconstruction de leur propre pays.

**Patrick COULOMBEL, co fondateur Architectes de l'urgence**

\* en pièce jointe : rapport IASC